

Israël et l'Arménie : de la reconnaissance au déni

À la fin d'avril 2000, les cérémonies organisées dans le quartier arménien de la Vieille Ville de Jérusalem, pour commémorer le génocide commis par la Turquie ottomane à l'encontre des Arméniens, prenaient une tournure inédite. Elles marquaient non seulement le quatre-vingt-cinquième anniversaire de la tragédie arménienne mais bénéficiaient également de la présence d'un ministre israélien en exercice. Devant les manifestants arméniens, Yossi Sarid, ministre de l'Éducation et leader du parti Meretz (dans l'opposition depuis février dernier), s'engageait solennellement à inscrire le génocide arménien dans le cursus scolaire officiel¹.

PAR PASCAL FENAU

Cette prise de position (dont nul ne sait cependant si elle avait été discutée préalablement en conseil des ministres) risquait tellement de contrarier les autorités turques que ses conséquences concrètes ne devaient qu'être de portée limitée. Pourtant, par sa promesse, le ministre Sarid venait de franchir un pas que n'avait pas osé son prédécesseur et collègue de parti, Amnon Rubinstein, lorsque, en janvier 1995, après de vifs débats, ce dernier avait refusé d'inscrire au cursus un manuel scolaire commandé à l'historien Yaïr Oron. Dans ce manuel, intitulé *La banalité de l'indifférence*², l'historien traitait du génocide arménien comme tel et s'attardait sur les revirements du mouvement sioniste dans son rapport aux Turcs et aux Arméniens. Dans

¹ *Haaretz*, 25 avril 2000.

² Yaïr Oron, *Ha-banaliyout shel ha-adishout. Yahasei ha-Yishouv ve-ha-tnoua ha-tziyonit le-retzah-ha-am ha-armeni* (*La banalité de l'indifférence. Attitudes du Yishouv et du mouvement sioniste envers le génocide arménien*), Dvir, Seminar Ha-Kibboutzim, Tel-Aviv, 1995.

L'ARMÉNIE ET SON GÉNOCIDE

ce livre, on apprendait comment le mouvement sioniste s'était tout d'abord identifié au destin arménien en tant que minorité ethno-confessionnelle minoritaire dans un Moyen-Orient musulman arabo-turc, avant d'opter, conflit existentiel avec le monde arabe aidant, pour une alliance stratégique avec la Turquie républicaine et pour une négation de la qualité de génocide au massacre des Arméniens.

Précisément, en septembre 1997, Yaïr Oron créait le débat en s'insurgeant contre l'octroi par Tel-Aviv de la citoyenneté d'honneur à l'historien américain Bernard Lewis, spécialiste incontesté de la Turquie et de l'islam politique. La polémique provenait de ce que le professeur Lewis avait été condamné en 1995 par un tribunal français pour avoir nié, si pas la réalité des massacres massifs, du moins le caractère génocidaire et prémédité de l'élimination des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale.

Indépendamment d'arrière-pensées géopolitiques, le débat s'était rapidement focalisé sur la notion de génocide. Il avait également remis sur le tapis l'épineuse et dramatique controverse autour de l'« unique unicité » du génocide juif. Pour les tenants de cette notion, l'extermination de six millions de Juifs par l'Allemagne nazie est, soit un phénomène par essence unique et incomparable, soit un fait historique dont l'unicité provient de l'identité de la victime. Pour d'autres historiens, si la Shoah doit être envisagée comme unique, c'est au même titre que d'autres faits historiques qui, si l'on veut les étudier, doivent d'abord être considérés dans leur irréductibilité et ensuite mis en relation et en comparaison avec d'autres phénomènes proches. Certains intellectuels formulent l'hypothèse selon laquelle la revendication d'« unique unicité » du génocide juif répondrait à une demande de reconnaissance et s'inscrirait dans un processus de réappropriation identitaire. Les communautés juives de la diaspora tenteraient de réintégrer la Shoah comme partie intégrante de leur histoire et d'en faire la pierre angulaire d'une identité postgénocide.

Quoi qu'il en soit, face au trio d'historiens israéliens Yaïr Oron, Israël Gershoni et Shlomo Zand, d'autres s'étaient rangés aux côtés de Bernard Lewis et de la thèse « turque ». Ainsi, pour Yehoshua Porath³, vétéran de l'orientalisme israélien à l'Université hébraïque de Jérusalem et pionnier dans l'étude du mouvement national palestinien du début du XX^e siècle, la tragédie arménienne, qu'il se refuse à qualifier de génocide ou d'holocauste, s'explique par le seul contexte géopolitique de l'époque. Quant à Martin Kremer⁴, historien affecté à la direction de l'Institut Dayan, il estime que se centrer sur le massacre des Arméniens en le qualifiant de génocide revient à en faire la seule clé de compréhension de la nature du régime ottoman. Relayés par certains des plus éminents et respectés historiens turcs contemporains (voir l'article de Pierre Vanrie), ils estiment que seuls les historiens doivent intervenir dans le débat et ne pas mêler la politique ou l'idéologie à ce débat.

³ *Haaretz*, 5 septembre 1997.

⁴ *Haaretz*, 12 septembre 1997.

L'ARMÉNIE ET SON GÉNOCIDE

Cette thèse, le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Pérès, en visite officielle à Ankara, la réaffirmait récemment à l'agence officielle Anadolu : Israël n'admet pas la comparaison entre la Shoah et la tragédie arménienne ; et la question des responsabilités doit être l'affaire des historiens, pas des hommes politiques⁵. Concernant l'inscription de l'étude d'autres génocides dans les programmes scolaires israéliens, elle devrait rester lettre morte pour de nombreuses années. La dramatisation du conflit israélo-palestinien vient en effet de laisser le champ libre aux projets de la nouvelle ministre de l'Éducation, Limor Livnat, de recentrer ces programmes sur l'étude de la Torah, du génocide et de la Terre d'Israël.

Dans les pages qui suivent, nous reproduisons deux articles représentatifs d'une polémique qui, pendant trois semaines, avait vu s'affronter plusieurs historiens israéliens dans les pages littéraires du quotidien *Haaretz*.

Pascal Fenaux

⁵ *Haaretz*, 27 avril 2001.